

[Text]

Is Mr. Bartleman, or Mr. Gorham, aware of any discussions that may have taken place within the NATO alliance, which has been discussing extending its responsibilities beyond western Europe to other areas? This has been particularly a thrust of the United States. Are any of the witnesses aware of any discussions that might have taken place with regard to the Caribbean bases?

Mr. Gorham: Mr. Chairman, I am not aware of any discussions within NATO focusing on the area in that particular sense; but in the NATO organization there have traditionally been annual discussions amongst officials, speaking on their own behalf as experts on particular areas, to review the situation in our case, Latin America and the Caribbean. I think they have similar discussions about the Far East and the Middle East and Africa, not in the sense of what NATO is doing, or should or could do in the area, but to exchange views as to where areas of tension or instability may be arising which could affect the NATO alliance indirectly.

For example, to speak of a hypothetical situation, we could be discussing in one of these meetings the situation in Latin America and the effects of a serious instability in Venezuela, let us say, which might lead to a disruption of oil production, oil supplies, which could have its secondary and tertiary effect.

So there has been over many years this general exchange of views amongst these peoples. They call themselves experts: I have attended a couple of those and that is why I am very hesitant to use that word "expert". But they have been very useful. We find them very useful to get the perceptions of the Germans, the Dutch, the French, the Belgians, the Americans and what have you on how they see the situation in this particular area.

But I am not aware of any NATO debate or discussion on security issues or the area in the sense in which I think you were posing your question.

• 1055

Miss MacDonald: Have you any idea whether or not there have been substantial discussions on this between Canada and the United States?

Mr. Gorham: We have exchanged views with the United States and the British about what I would say is a common concern about the danger of an economic-political vacuum—that is perhaps too extreme a word—particularly in the eastern Caribbean. I think the minister touched upon this, and Mr. Bartleman also. As the British withdraw their presence, it leaves these very small islands with a very fragile economic base, a very fragile infrastructure. If we think, for example, that some of these small islands, in population and territory—perhaps you could compare them to Arnprior; and imagine the problems that the community of Arnprior would have if it had to maintain its own police force, develop its own harbour facilities, run its own airport, with no assistance from any larger political organization. It makes them very vulnerable to all kinds of problems, political and economic.

[Translation]

M. Bartleman ou M. Gorham sont-ils au courant des discussions qui ont eu lieu avec l'OTAN au sujet du prolongement des responsabilités au-delà de l'Europe? C'est notamment ce qu'ont proposé les États-Unis. Certains des témoins sont-ils au courant des discussions qui ont eu lieu au sujet des bases dans les Antilles?

M. Gorham: Monsieur le président, je n'ai pas eu vent de discussions qui auraient eu lieu avec l'OTAN à ce sujet, mais au sein de l'organisation des discussions internes ont lieu chaque année et des experts étudient la situation dans chaque région; nous nous intéressons, quant à nous, à l'Amérique du Sud et aux Antilles. Je crois qu'ils ont des discussions analogues au sujet de l'Extrême Orient, du Proche Orient et de l'Afrique, moins à propos de ce que fait, de ce que pourrait faire ou de ce que devrait faire, mais pour échanger des vues sur les zones de tension et d'instabilité susceptibles d'avoir un effet indirect sur l'alliance.

Par exemple, pour prendre une situation hypothétique, il pourrait être question au cours d'une de ces réunions de la situation en Amérique latine et des retombées possibles de l'instabilité régnant au Venezuela, ce qui pourrait perturber la production et les approvisionnements de pétrole et entraîner des effets secondaires et même tertiaires.

Donc, depuis de nombreuses années ce type d'échange de vues a lieu entre des gens qui s'identifient eux-mêmes comme des experts. J'ai pour ma part assisté à plusieurs de ces réunions, c'est pourquoi j'hésite à utiliser le mot «expert». Néanmoins, ces réunions ont quand même été d'une certaine utilité, ne serait-ce que pour savoir comment les Allemands, les Hollandais, les Français, les Belges, les Américains, etc., voient les choses, pour voir ce qu'ils pensent de la situation dans cette région.

Par contre, je ne sais pas si au sein de l'OTAN il y a eu des discussions sur des questions de sécurité pour cette région au sens où vous posez la question.

Mlle MacDonald: Avez-vous une idée si des discussions importantes ont eu lieu à ce sujet entre le Canada et les États-Unis?

M. Gorham: Nous avons eu des échanges de vue avec les États-Unis et la Grande-Bretagne au sujet, de ce que j'appellerai, une préoccupation commune résultant du danger d'un vide économique et politique—le mot est peut-être fort—surtout dans l'est des Antilles. Je crois que le ministre a abordé la question et M. Bartleman aussi. Avec le départ des Britanniques, l'infrastructure économique de base est très fragile. Par exemple, si nous prenons le cas de certaines des petites îles—en population et en territoire—on pourrait peut-être les comparer à Arnprior et penser aux problèmes que la ville de Arnprior aurait si elle était tenue d'avoir son propre service de police, sa propre infrastructure portuaire et son propre aéroport sans recevoir aucune aide d'une organisation politique plus importante. Comme on le voit, ces îles sont plus vulnérables à toute une foule de problèmes politiques et économiques.